

En juin dernier, nous avons conclu un accord prévoyant la création d'un comité conjoint sur les questions économiques et commerciales, qui s'est d'ailleurs réuni pour la première fois à Ottawa en novembre. En septembre, notre ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, venait à son tour discuter de coopération en matière de technologie agricole. Croyez que je suis heureux d'être ici à la tête d'une délégation représentant plusieurs ministères gouvernementaux dans le but de continuer sur cette lancée et de préparer de futures visites. Je puis vous affirmer que nous ne relâcherons pas nos efforts.

Depuis que nous nous sommes progressivement engagés dans les affaires de l'hémisphère, nous avons toujours considéré le Brésil comme l'un de nos interlocuteurs privilégiés. Nos traditions politiques particulières, tellement différentes de celles de la plupart des autres pays de cette partie du monde, nous ont permis de comprendre la position spéciale de votre pays au sein du Système interaméricain. Dans le contexte plus large de la scène internationale, le Brésil apparaît comme un Etat fortement ancré dans la tradition occidentale mais dont le schème de développement lui permet de comprendre les aspirations du tiers monde.

Le Canada est également bien placé pour comprendre le désir des nations tiersmondistes de bénéficier plus rapidement d'un réel transfert de ressources et d'accélérer leur rythme de développement. Au sein de la Conférence sur la coopération économique internationale, où le Canada assure la coprésidence au nom des nations industrialisées et où le Brésil joue également un rôle important, nous avons travaillé avec acharnement et en étroite collaboration avec Senor Perez Guerrero du Venezuela afin de combler le fossé qui divise actuellement les pays industrialisés et non industrialisés.

Récemment, j'ai été frappé de voir combien les discussions sur les produits de base, de même que sur d'autres questions vitales au dialogue nord-sud, se sont enlisées dans la rhétorique. Je suis fort préoccupé du fait que nous semblons marquer le pas. A mon avis, des pays comme le Canada et le Brésil peuvent contribuer de façon pragmatique à la recherche d'une solution susceptible de satisfaire les besoins tant des pays développés qu'en voie de développement, particulièrement au chapitre des produits de base.

Nos exportations de certaines matières premières représentent une fraction considérable de l'ensemble du commerce mondial. Par exemple, en 1974, les exportations conjuguées de nos deux pays en minerai de fer intervenaient pour environ 23 % du marché mondial et celles de colombium concentré pour environ 75 %. Chacun de nous exporte également en grande quantité d'autres produits de base, par exemple, dans le cas du Canada, du cuivre, du nickel, de l'uranium, du plomb et du zinc. Par ailleurs, le Canada est également tributaire des importations de certaines autres matières premières essentielles comme le pétrole et les produits tropicaux, notamment le café. Nous voyons donc très bien la nécessité de conclure à l'égard de divers produits de base des arrangements dont ont besoin à la fois les nations productrices et consommatrices.